

# La trésorerie des entreprises toujours à la diète

- Les tensions ne se sont pas estompées dans beaucoup de secteur

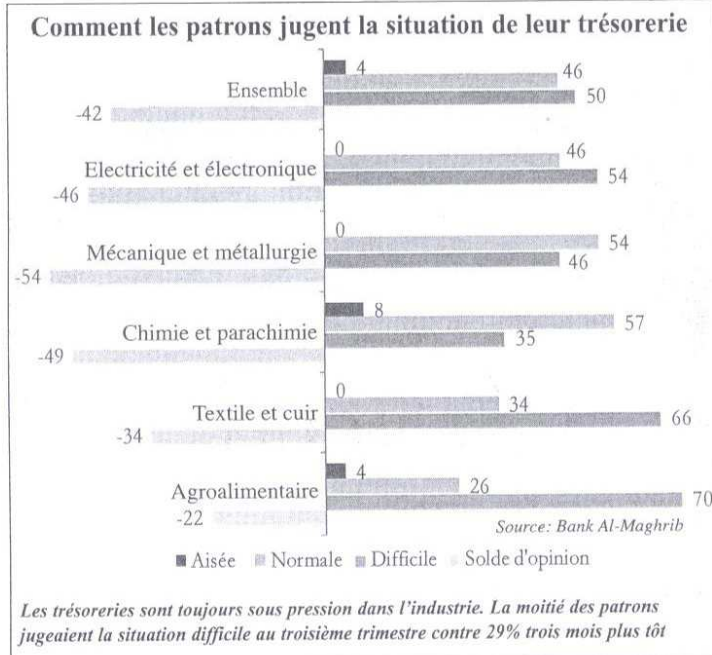
- Les demandes de dépassement de découvert se multiplient

- Le flou conjoncturel n'améliore pas la visibilité des patrons

LE bout du tunnel est encore loin pour beaucoup d'entreprises. Les marges de manœuvre sont toujours serrées au niveau de la trésorerie. Les passages auprès du banquier sont, du coup, plus fréquents que d'habitude pour négocier un rallongement de découvert. «Les demandes de dépassement existent depuis toujours. Aujourd'hui, elles sont plus importantes.

La montée des impayés fait que certaines entreprises se retrouvent avec une trésorerie tendue», confie M'Fadel El Halaissi, directeur de la Banque de l'entreprise à BMCE Bank.

Pour beaucoup de sociétés, les négociations n'aboutissent pas. La consigne au niveau du système bancaire est claire: il faut limiter au maximum les autorisations de dépassement. Les trésoreries des banques, elles-mêmes, sont soumises à tension. De plus, le risque n'a pas baissé.



prises elles-mêmes. Les petites structures sont les plus exposées à la détérioration des finances. Elles accordent les conditions de paiement les plus généreuses (235 jours en moyenne) pour satisfaire leurs clients, souvent les grands comptes. En gros, chaque entreprise se fait de la trésorerie sur plus petite qu'elle.

Les sociétés exportatrices ou encore les opérateurs du secteur de la construction sont jugés les plus fragiles aujourd'hui. «Les délais sont très changeants et peuvent aller jusqu'à 180 jours», fait savoir David Toledano, pré-

l'une des raisons de disparition des entreprises. L'industrie et le BTP concentrent le tiers des défaillances d'entreprise au premier semestre.

Le manque de visibilité sur l'évolution de l'environnement économique accentue les inquiétudes des opérateurs. «L'activité continue à régresser, mais nous espérons atteindre un palier pour après infléchir la tendance. Sauf qu'aujourd'hui, nous ne savons pas où se trouve ce palier», relève Toledano. La profession compte sur une reprise des mises en chantier et de la demande en logement pour remplir les carnets de commande. Pour stimuler les ventes, une correction des prix serait la bienvenue, pensent les professionnels. «Les prix sont relativement élevés sur le moyen et la haut standing», estime le président de la FMC. □

F. Fa

## Le crédit en petite forme

SUR un an, l'encours des crédits bancaires a progressé de 4,3% à 757 milliards de DH à fin septembre. Le mouvement est moins fort comparé à fin 2013. La hausse se limite à 1,4%. Le resserrement des conditions d'octroi mais également le faible niveau de la demande expliquent le ralentissement de l'activité. L'encours des prêts destinés à l'investissement n'a progressé que de 0,3% depuis décembre 2013. Les crédits de trésorerie affichent une hausse de 5%. Au niveau des prêts immobiliers, la cadence s'est nettement décélérée pour les crédits à l'habitat. L'encours a augmenté de 4,4%. Les concours aux promoteurs immobiliers, eux, se sont inscrits en recul de 5,9%. Cela montre bien la méfiance des banques vis-à-vis de la promotion immobilière. Sur les crédits à la consommation, l'encours progresse de 8,7%. Cette évolution cache l'entrée dans le périmètre de l'encours de BMCI crédit conso. Hormis cette opération, la croissance reste atone. □

Les créances en souffrance progressent à deux chiffres. «Nous essayons de gérer les dépassements selon les besoins des entreprises», indique El Halaissi.

Les retards de paiement des marchés publics sont en partie à l'origine de la difficulté des entreprises. Les délais se sont nettement dégradés entre les entre-

sident de la Fédération de l'industrie des matériaux de construction (FMC). Dans d'autres branches d'activité, la situation n'est guère meilleure.

La moitié des patrons jugent la situation de la trésorerie difficile selon l'enquête conjoncturelle de Bank Al-Maghrib. Les difficultés de trésorerie sont